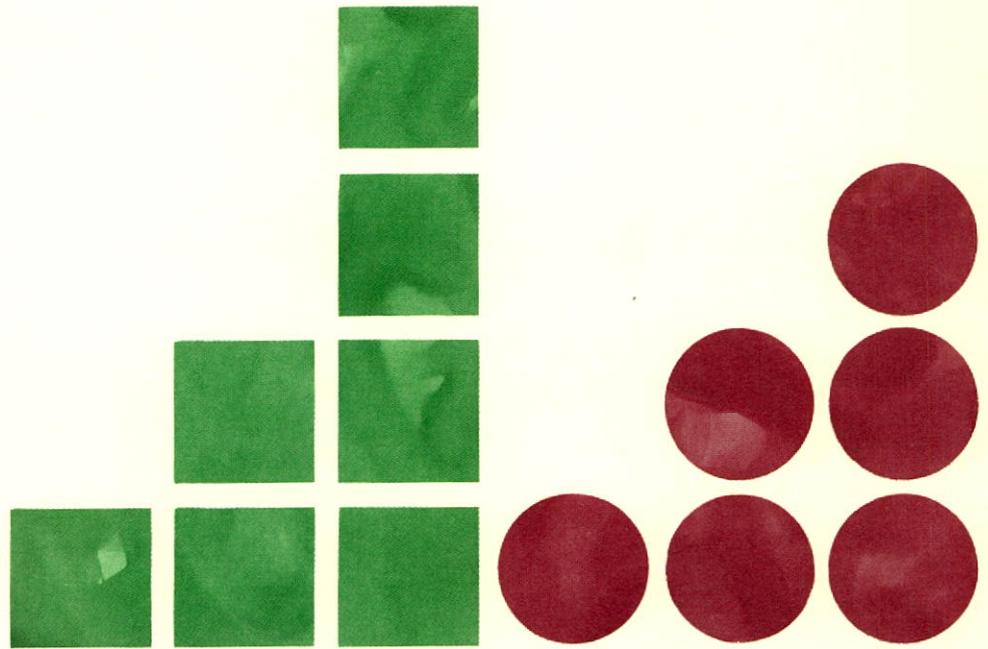


Rapport annuel 1980



Rapport du président et du vice-président exécutif

Nous avons le plaisir de signaler que la Fiducie du Québec a connu une année intéressante en 1980 malgré les conditions économiques difficiles et les fluctuations des taux d'intérêt. Voici certains faits saillants de ce dernier exercice financier:

- nos actifs ont augmenté de 17.5% pour atteindre \$562,704,000;
- le bénéfice brut d'opération de \$1,028,000 représente une augmentation de 26%;
- notre bénéfice net de \$525,000 a porté le solde de nos bénéfices non répartis à \$2,687,000, soit une augmentation de 24% par rapport au solde de l'exercice précédent;

- le volume des biens que nous administrons a atteint près de \$4 milliards, enregistrant ainsi une progression de 21%.

L'activité de nos divers produits financiers a été marquée notamment par l'ouverture, à Sherbrooke, d'une quatrième succursale Modes d'épargne. Nos succursales Modes d'épargne, véritables centres régionaux de services d'épargne spécialisés et personnalisés, sont conçues de manière à répondre aux besoins d'une clientèle qui exige des produits d'épargne à la fois diversifiés et adaptés aux objectifs individuels de placement; les rentes à versements invariables et les plans d'épargne qui permettent une ventilation flexible des placements



Messieurs Raymond A. Reid, vice-président exécutif, et A. Hervé Hébert, président.

constituent d'excellents exemples de réponses à ce type de besoins. Notre réseau de succursales régionales nous permet ainsi de continuer d'augmenter notre part de marché parmi les compagnies de fiducie.

Du côté des placements, nous avons poursuivi au cours de l'année la diversification de nos champs d'action dans le domaine hypothécaire et malgré une baisse des mises en chantier d'unités de logement pour la quatrième année consécutive, nous avons déboursé \$130 millions en prêts hypothécaires. Plus de 80% de ces prêts étaient assurés. Nous avons particulièrement réussi à pénétrer le marché des immeubles à revenus, et nous examinons de nouvelles avenues telles que le crédit-bail et les contrats de vente conditionnelle.

Les services corporatifs ont connu une année exceptionnelle. La performance de nos fonds communs pour caisses de retraite ainsi que nos stratégies de développement ont contribué à augmenter de 30% notre volume d'actifs sous gestion. D'autre part, les valeurs en garde dépassent maintenant les \$2.4 milliards. Enfin, le nombre des mandats fiduciaires qui nous ont été confiés au cours de l'année a augmenté de plus de 60%. Nous agissons à ce titre auprès de plusieurs institutions prêteuses dont les caisses populaires qui effectuent des prêts de nature commerciale.

Nous avons, au cours de l'année, vérifié nos orientations en fonction d'un plan quinquennal dans le but d'atteindre nos objectifs de rentabilité tout en respectant notre rôle de complémentarité auprès de nos actionnaires. Cette démarche a contribué à préciser notre position en rapport avec notre service de courtage immobilier, que nous avons regroupé avec ceux du Trust Général et de la maison Armand Des Rosiers. Cette réorientation nous permettra de concentrer nos efforts et nos ressources dans les domaines où nous avons développé le plus d'expertise et où nous connaissons déjà du succès, soit les domaines où nous agissons à titre d'intermédiaire financier, de fiduciaire ou de gestionnaire de placements.

Afin de réaliser le développement équilibré que nous avons planifié pour les cinq prochaines années, nos besoins de capitalisation ont été établis et soumis à nos actionnaires. Cette capitalisation additionnelle est directement reliée aux normes légales qui régissent notre capacité de recevoir des dépôts garantis et des fonds de rentes à versements invariables.

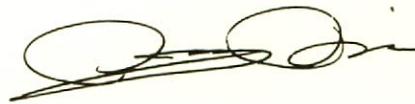
Nous sommes donc bien engagés, tant dans nos orientations que dans nos stratégies de développement, pour atteindre nos objectifs de rentabilité. Bien que nous considérons nos résultats financiers de l'année fort encourageants, nous ne sommes pas satisfaits du rendement de l'avoir net des actionnaires. À cet égard, nous visons à atteindre de façon progressive, d'ici cinq ans, un rendement comparable à celui de notre industrie en général sans pour autant perdre de vue notre mission de complémentarité auprès des caisses populaires et des caisses d'économie.

Pour ce qui est de l'année en cours, il semble bien que nous devons continuer d'oeuvrer dans un contexte économique caractérisé par des taux d'intérêt élevés et un taux d'inflation dépassant les 10%. Après l'absence de croissance réelle observée l'année dernière, nous sommes tout de même en mesure d'espérer une certaine reprise, particulièrement dans le secteur de la construction résidentielle.

En terminant, nous tenons à exprimer notre confiance que la Fiducie du Québec saura atteindre ses objectifs des années quatre-vingt, grâce au travail et à la détermination de tout son personnel.



A. Hervé Hébert
Président



Raymond A. Reid
Vice-président exécutif

Conseil d'administration

***Jean-Paul Léonard**, notaire
Président du Conseil

Administrateur,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec

***A. Hervé Hébert**, actuaire
Président

***Georges O. Langlois**, notaire
1^{er} Vice-président du Conseil

Vice-président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Québec

***François Richard**, c.a.
2^e Vice-président du Conseil

Directeur général,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec

Marcel Bergeron
Directeur,
Caisse populaire Taschereau
Administrateur,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de l'Abitibi

Georges-A. Bertrand
Directeur,
Caisse populaire L'Épiphanie
Administrateur,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Lanaudière

Raymond Blais, c.a.
Directeur général,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Québec

Jean-Marie Bujold, c.a.
Administrateur,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de la Péninsule et des Îles

Nicolas Hallé
Directeur,
Caisse populaire Saint-Robert de Rimouski
Vice-président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins du Bas Saint-Laurent

Yves R. Léonard, notaire
Administrateur,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec

Jacques Moreau
Directeur général,
Caisse d'économie Hydro
Administrateur,
Fédération des caisses d'économie
Desjardins du Québec

Rosario Rainville
Administrateur

André René
Directeur,
Caisse populaire de Victoriaville
Administrateur,
Fédération des caisses populaires
Desjardins du centre du Québec

***G. Roger Roy**, pharmacien
Président,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de l'Estrie

***Gaston St-Roch**
Directeur,
Caisse populaire Bourg-Joli
de Saint-Hyacinthe
Commissaire de crédit,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Richelieu-Yamaska

Bernard Turmel
Directeur,
Caisse populaire Sainte-Anne de la Pocatière
Administrateur,
Fédération des caisses populaires
Desjardins de Québec

*Membre du Comité exécutif

Membres de la direction

A. Hervé Hébert
Président

Raymond A. Reid
Vice-président exécutif

Yvan Drouin
Vice-président, Services de contrôle

Jean-Pierre Duguay
Vice-président, Services financiers

Jacques V. Goyer
Vice-président, Services corporatifs

Bernard Larue
Vice-président, Finance et
Trésorerie

Jean-Marc Roy
Vice-président, Services immobiliers

Guy Vallée
Vice-président, Secrétariat et
Affaires juridiques

Reynald Audet
Economiste

André Beaudoin
Directeur des services administratifs

Renald Boissonneault
Directeur des ressources humaines

Claude Caty
Conseiller en placements senior

André Cloutier
Directeur des services fiduciaires

André Daigneault
Directeur des prêts hypothécaires

Jean-Guy Frenette
Directeur de la garde de valeurs

Gérald Gariépy
Conseiller en placements senior

Denis Jodoin
Directeur du fonds garanti et du
fonds propre

Michel Juneau
Directeur des ventes et du service à
la clientèle, modes d'épargne

Guy Kavanagh
Directeur des services comptables

Guy Lamer
Directeur de l'administration des
modes d'épargne

Georges Lopresti
Directeur de la gestion de
portefeuilles

Jean-Claude Lupien
Directeur des ventes,
succursales Modes d'épargne

Résumé des états financiers

		1980	1979	Variation (%)
Résultats de l'année	Revenus bruts totaux	\$ 72,783,000	\$ 55,339,000	32.0
	Bénéfice avant impôts sur le revenu	1,028,000	817,000	26.0
	Bénéfice d'exploitation	523,000	400,000	31.0
	Bénéfice net	525,000	259,000	103.0
	<hr/>			
Situation à la fin de l'année	Actifs totaux	\$ 562,704,000	\$ 479,017,000	17.5
	Avoir net des actionnaires	18,171,000	17,162,000	6.0
	Biens administrés totaux	3,946,000,000	3,268,000,000	21.0

Robert Massé
Directeur du marketing

Claude Mayette
Coordonnateur des relations avec
les caisses populaires et les
caisses d'économie

Francine Morency
Secrétaire adjoint

Réjean Ruest
Directeur de la vérification interne

Paul Tétrault
Directeur de l'informatique



Les membres du Comité de direction. Dans l'ordre habituel, assis: MM. A. Hervé Hébert, Raymond A. Reid et Yvan Drouin; debout: MM. Jacques V. Goyer, Guy Vallée, Bernard Larue, Jean-Marc Roy et Jean-Pierre Duguay.

Rapport d'activités

Résultats financiers

Les revenus totaux de la Fiducie du Québec ont progressé de 32% en 1980, passant de \$55.3 millions à \$72.8 millions.

Les revenus bruts de placements, qui avaient atteint \$41.7 millions en 1979, ont été de \$58.8 millions l'an dernier. Cette forte hausse est le reflet partiel des taux d'intérêt spectaculaires que nous avons connus depuis la fin de l'année précédente. Des taux d'intérêt plus élevés ont naturellement pour effet de gonfler à la fois nos revenus bruts de placements et nos dépenses d'intérêt.

Nos revenus nets de placements, c'est-à-dire le résultat net des opérations de placement compte tenu des dépenses d'intérêt, progressaient de 29%, passant de \$5.6 millions à \$7.2 millions. Cette augmentation résultait à la fois d'une hausse du volume moyen des placements et d'une augmentation de la marge de rendement net réalisée sur ces placements.

Dans le courant de l'année, le volume des actifs progressait de 17.5% pour clôturer à \$562.7 millions. Cette augmentation était beaucoup moins forte que la croissance de 33% réalisée l'année précédente. La forte hausse de 1979 était cependant reliée en partie à des facteurs techniques, que nous avons exposés l'an dernier, et ne reflétait pas une tendance réelle. La croissance de 1980 est beaucoup plus représentative de la hausse moyenne de nos actifs de 17.4% enregistrée depuis trois ans. Elle est également très proche de nos objectifs pour les années à venir.

L'augmentation des actifs en 1980 était essentiellement concentrée dans les prêts hypothécaires dont le portefeuille augmentait de quelque \$90 millions pour atteindre \$414.5 millions.

Notre portefeuille d'obligations a également progressé d'une quinzaine de millions de dollars, en contrepartie surtout de nos ventes de rentes à versements invariables qui dépassaient \$20 millions. La baisse de \$13.6 millions au poste «prêts sur billets et dépôts à terme» reflétait essentiellement l'échéance de placements d'un an effectués à la fin de 1979 en contrepartie des fortes ventes de dépôts garantis d'un an réalisées à l'automne de 1979, au moment où les taux d'intérêt étaient en forte hausse.

De façon générale, l'année 1980 dans son ensemble a été caractérisée par des taux d'intérêt à la fois élevés et instables. Les taux exigés pour des prêts hypothécaires 5 ans, assurés, par exemple, ont fluctué entre 12.75% et 16.75%. L'amplitude des changements en cours d'année peut être illustrée rapidement en donnant un aperçu des taux affichés à différentes dates: 1^{er} janvier 13.50%, 2 avril 16.75%, 23 mai 12.75%, 31 décembre 15.75%.

De telles variations ne vont pas sans compliquer la tâche d'équilibrer les échéances des dépôts, tout en s'assurant d'une marge de rendement satisfaisante. Nous devons transiger avec une clientèle de plus en plus consciente des niveaux des taux d'intérêt, tant du côté des déposants que du côté des emprunteurs.

Malgré ces difficultés, la marge de rendement net réalisée sur les fonds recueillis par la vente de dépôts garantis et de rentes à versements invariables progressait encore en 1980 pour atteindre près de 1%.

Il convient de signaler que les conditions de taux d'intérêt qui ont prévalu en 1980 ont eu tendance à raccourcir sensiblement l'échéance moyenne des dépôts garantis recueillis et des prêts hypothécaires consentis l'année dernière par rapport à l'expérience des années précédentes.

Les taux d'intérêt élevés ont également eu comme résultat de ralentir considérablement l'activité du marché immobilier. En conséquence, nos commissions de courtage immobilier régresaient de \$1 million.

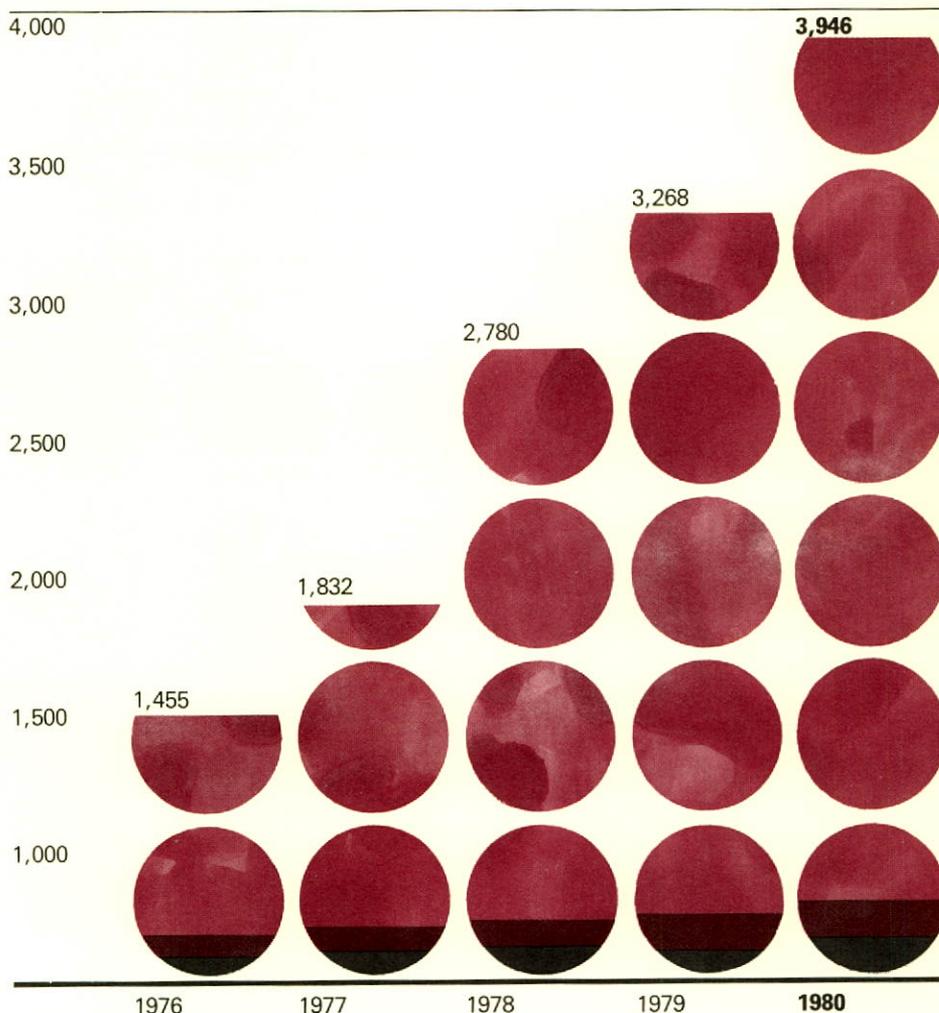
Par ailleurs, les honoraires augmentaient de 23% pour dépasser le niveau des \$7 millions. Les hausses de revenus étaient attribuables surtout à nos activités de registraire pour les obligations d'épargne, de fiduciaire pour les régimes enregistrés d'épargne-retraite et de gestionnaire de portefeuilles.

Les augmentations de dépenses ont été maintenues en 1980 à des taux inférieurs à ceux de l'année antérieure. Les salaires et avantages sociaux augmentaient de 19% comparativement à 21% en 1979, alors que les autres dépenses augmentaient de 17% par rapport à la hausse de 23% enregistrée l'année précédente.

Le bénéfice avant impôts augmentait ainsi à un peu plus de \$1 million, alors que le bénéfice net passait de \$259,000 à \$525,000.

Biens administrés

(en millions \$)



Biens en gestion

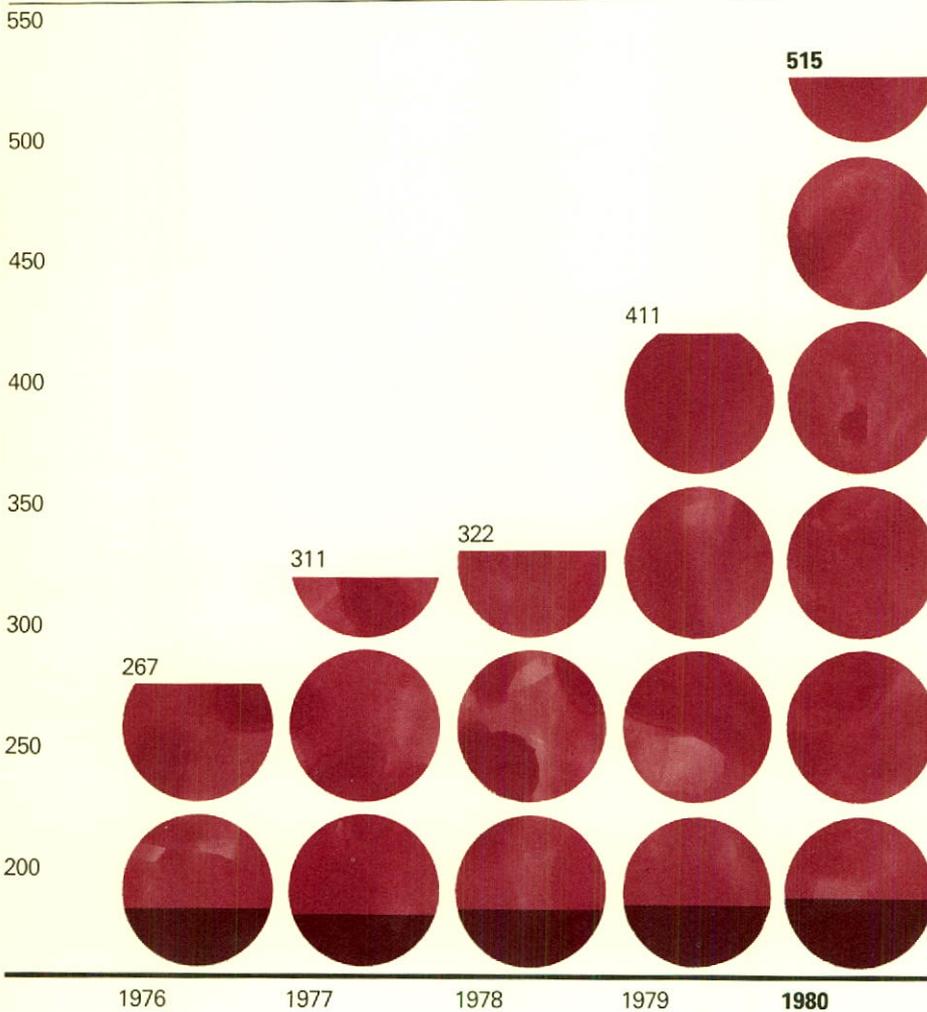
Dépôts garantis

Fonds de la compagnie

Service des prêts hypothécaires

Hypothèques détenues

(en millions \$)



Malgré une baisse des mises en chantier d'unités de logement pour la quatrième année consécutive, la Fiducie du Québec a déboursé en 1980 \$130 millions en prêts hypothécaires. En conséquence, l'ensemble des portefeuilles de prêts gérés pour nos clients ou pour notre propre compte progressait de 25%, pour franchir le cap du demi-milliard de dollars et clôturer à près de \$515 millions. Au 31 décembre, nous avons en main 15,613 dossiers par rapport à 14,326 un an auparavant.

Le volume des prêts déboursés par le réseau des caisses populaires et des caisses d'économie est passé de \$92 millions à \$73 millions, la baisse étant concentrée essentiellement au niveau des prêts hypothécaires agricoles. Un changement important dans la formule de détermination des taux d'intérêt sur ces prêts nous a forcés à réduire considérablement les sommes que nous pouvons consacrer à ce secteur.

À signaler d'autre part que les prêts négociés directement par le service des prêts hypothécaires de la Fiducie du Québec ont totalisé \$57 millions, soit 69% de plus qu'en 1979. La Fiducie du Québec a en effet poursuivi sa pénétration du marché des immeubles à revenus, et son portefeuille de prêts sur ce genre de propriétés s'est accru de 40% en 1980. C'est principalement grâce à ce marché que notre moyenne de solde de prêt se situe maintenant aux environs de \$33,000 comparativement à \$28,000 en 1979, soit une augmentation de 18%. Au total 90% du nombre des prêts en portefeuille ont tout de même un solde inférieur à \$50,000.



Dans l'ensemble, nos prêts sont concentrés dans le secteur résidentiel dans une proportion de 75% alors que les prêts agricoles représentent 15% de la valeur totale du portefeuille.

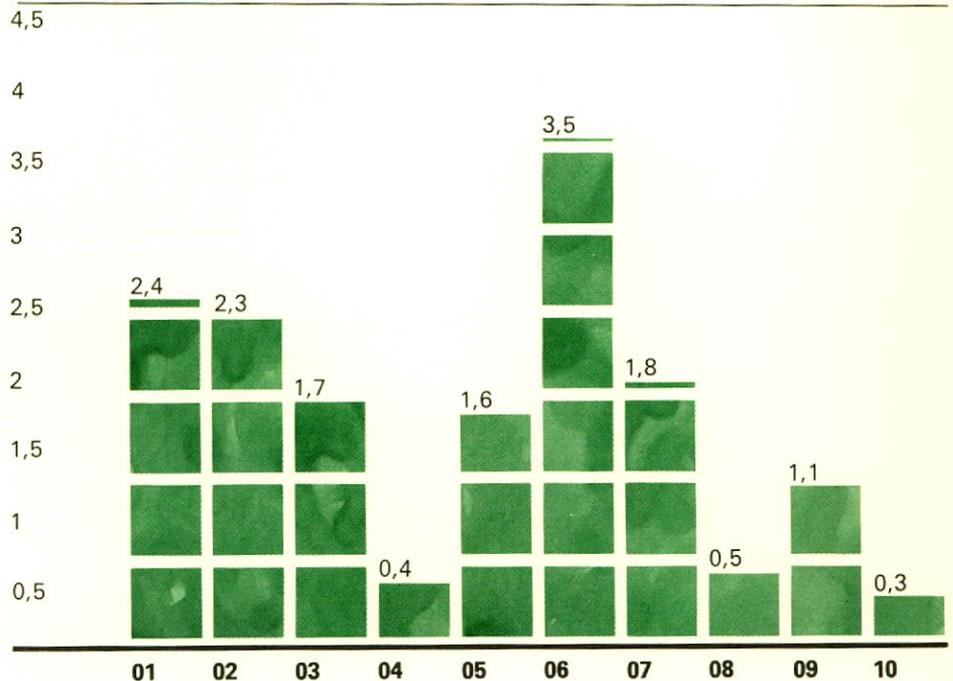
Depuis quelques années, la Fiducie du Québec met l'accent sur les prêts hypothécaires assurés, ce qui contribue à maintenir la qualité et la liquidité de ses portefeuilles. En 1980, pour la première fois, la proportion assurée du portefeuille global a dépassé 60%.

Par ailleurs, le nombre de dossiers sur lesquels des paiements étaient en retard à la fin de l'an dernier représentait moins de 1.9% du nombre total de dossiers. Soulignons que l'état de nos dossiers à cet égard se compare avantageusement à la moyenne nationale.

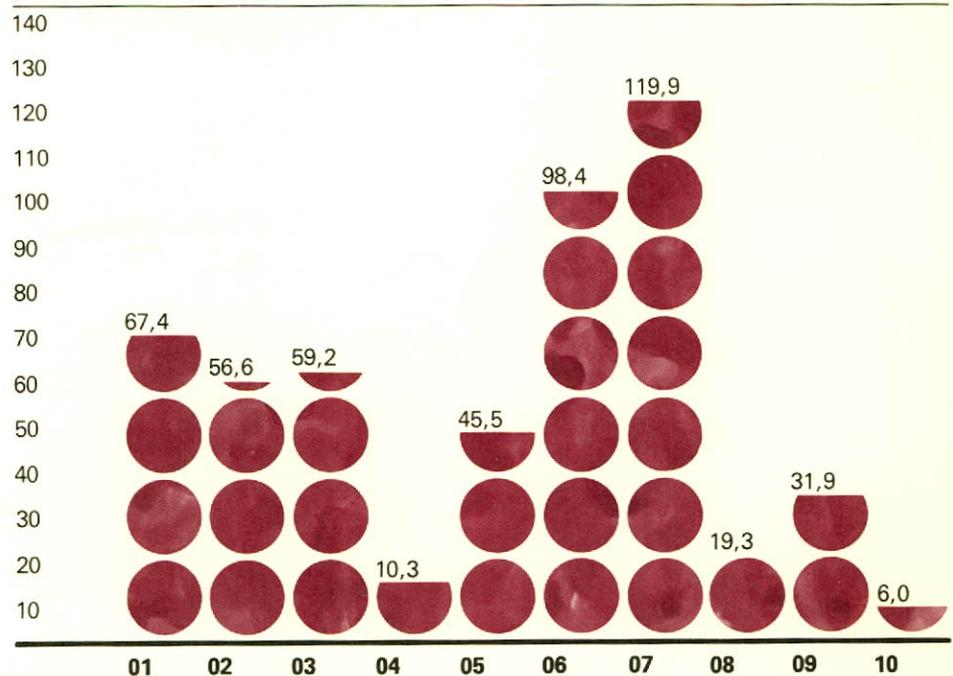
Enfin, durant l'année, une première étape a été franchie en vue de la mise sur pied d'un nouveau système informatique de gestion des prêts qui facilitera notre développement de nouveaux produits, l'accès à l'information contenue dans les dossiers des clients et l'administration des prêts.

Nombre et montant des prêts par région économique

Nombre de dossiers (en milliers)



Montant des prêts (en millions \$)



Régions économiques

- 01 Gaspésie
- 02 Saguenay-Lac-Saint-Jean
- 03 Québec
- 04 Trois-Rivières
- 05 Cantons de l'Est
- 06 Montréal
- 07 Montréal métropolitain
- 08 Outaouais
- 09 Abitibi — Témiscamingue
- 10 Nouveau Québec, Côte Nord

Services corporatifs

Gestion de portefeuilles

Un rythme de développement plus accéléré a caractérisé ce secteur en 1980. Les honoraires se sont accrus de 40% pour s'élever à \$740,000.

Cette croissance soutenue s'est reflétée dans chacun des secteurs d'activités, mais plus particulièrement dans celui de la gestion de caisses de retraite. Des efforts de développement constants dans ce domaine, entrepris il y a quelques années, ont commencé à se traduire en résultats con-

crets. De plus, l'excellente performance comparative de nos fonds communs pour caisses de retraite a été analysée et commentée publiquement par des organisations indépendantes, et soulignée à deux occasions par la presse financière en 1980. Des résultats semblables ont été obtenus pour nos Fonds Desjardins. Tous nos fonds d'actions, en particulier, se sont très bien comportés, et ce, depuis plusieurs années, comme l'illustre le tableau suivant:

Rendement des fonds d'actions (en pourcentage)	1980	rendement annuel moyen	
		3 ans	5 ans
Fonds commun Actions (pour caisses de retraite)	27.9	33.7	24.7
Fonds Desjardins Actions	27.4	27.7	21.3
Fonds Desjardins International	28.8	19.5	16.7

Cette performance, conjuguée à une stratégie de développement plus soutenue, a permis au secteur de la gestion de portefeuilles d'atteindre le niveau de \$297

millions d'actifs sous gestion, ce qui représente une augmentation de 30% par rapport à l'année précédente.

Garde de valeurs

Ce secteur a maintenu en 1980 le rythme de forte croissance qui le caractérise depuis 1977. Au 31 décembre dernier, les actifs sous garde atteignaient \$2.4 milliards, s'étant accrus de \$314 millions en cours d'exercice.

Nous voulons continuer de déployer des efforts afin de poursuivre notre pénétration

de ce marché et de demeurer à l'avant-garde pour ce qui est des services offerts. C'est dans cette perspective que nous entreprenons l'analyse et le développement d'un nouveau système informatique de gestion de portefeuilles, qui nous permettra de pousser encore plus loin la qualité des services et la rapidité d'exécution.

Recherche économique

Les activités du service de la recherche économique ont surtout été orientées vers de fréquentes analyses économiques et financières à court terme, étant donné la grande volatilité qui a caractérisé les marchés financiers au cours de l'année dernière. Le marché de l'habitation, qui a durement subi les conséquences des fluctuations importantes des taux d'intérêt, a également fait l'objet d'une attention particulière. Le fait que certains taux d'intérêt aient atteint des niveaux records à deux reprises durant l'année a nécessairement entraîné des révisions de différentes prévisions économiques et financières. Compte tenu de cette turbulence dans les marchés financiers, situation qui semble vouloir se poursuivre, l'analyse de l'environnement économique et financier immédiat constituera une activité de plus en plus importante.

Par ailleurs, les responsables du *Bulletin économique et financier* mensuel de la Fiducie du Québec ont poursuivi la publication de leurs travaux de recherche et d'analyse. Signalons que le *Bulletin* a complété en 1980 sa cinquième année de parution.

Le gouvernement du Québec a rendu public au cours de l'année le *Rapport du groupe de travail sur l'épargne au Québec*. Cette étude volumineuse a suscité beaucoup d'intérêt d'autant plus qu'un chapitre du *Rapport* analysait les activités des compagnies de fiducies. Le service de la recherche économique a effectué une étude de ce document en accordant une attention particulière aux recommandations qui pourraient avoir des effets sur les opérations de la Fiducie du Québec.

Services fiduciaires

Fiducies corporatives

Nous avons mentionné en rapport avec l'exercice de 1979 que les opérations de financement d'entreprises publiques avaient diminué mais que nous poursuivons notre pénétration du marché des financements privés. Or, en 1980, malgré des variations considérables des taux d'intérêt, les PME et certaines grandes entreprises ont tout de même fréquemment eu recours à des émissions privées d'obligations et de débentures pour subvenir à leurs besoins financiers. Le nombre de nos interventions, à titre de fiduciaire, s'est accru de plus de 60%, soit une augmentation supérieure à celle de l'année précédente.

Nous continuons de développer ce service auprès des caisses populaires, des banques et des autres institutions prêteuses qui s'adressent aux PME. L'activité des caisses populaires dans le domaine du crédit commercial nous permet d'intervenir comme fiduciaire dans les cas où ces dernières le requièrent.

Par ailleurs, notre mandat de registraire des obligations d'épargne du Québec a été la cause l'an dernier d'activités sans pareilles étant donné l'ampleur de l'émission en 1980.

Fiducies personnelles

Au cours de l'an dernier, nous avons mis en place un nouveau système de rapports financiers relatifs aux successions. Ce système est plus complet et il permet à chaque bénéficiaire de succession d'être mieux informé et de mieux suivre l'évolution de la situation financière et des placements de la succession.

Nous poursuivons, par ailleurs, le travail amorcé l'année dernière de revue des dossiers testamentaires qui nous ont été confiés.

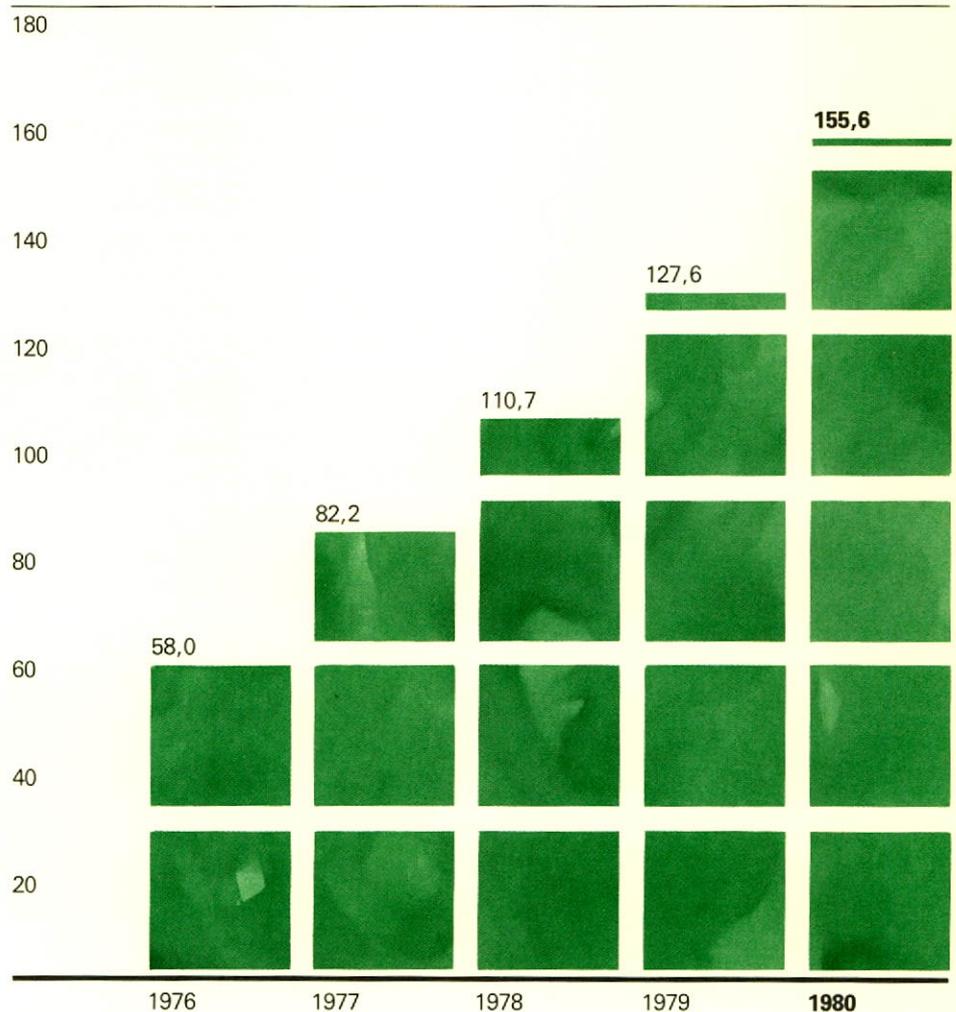
Nous projetons de mettre en oeuvre prochainement de nouveaux outils et de nouvelles méthodes de mise en marché qui sont présentement en élaboration.

Régimes enregistrés d'épargne institutionnels

Au 31 décembre 1980, la Fiducie du Québec administrait plus de 155,000 régimes enregistrés d'épargne-retraite ou d'épargne-logement pour le compte de clients institutionnels, comparativement à 127,600 au 31 décembre 1979. Alors que le nombre de dossiers de régimes enregistrés d'épargne-logement est demeuré pratiquement inchangé, les dossiers de régimes enregistrés d'épargne-retraite ont connu une augmentation de près de 47% au cours de 1980.

Régimes d'épargne-retraite et d'épargne-logement administrés pour des clients institutionnels

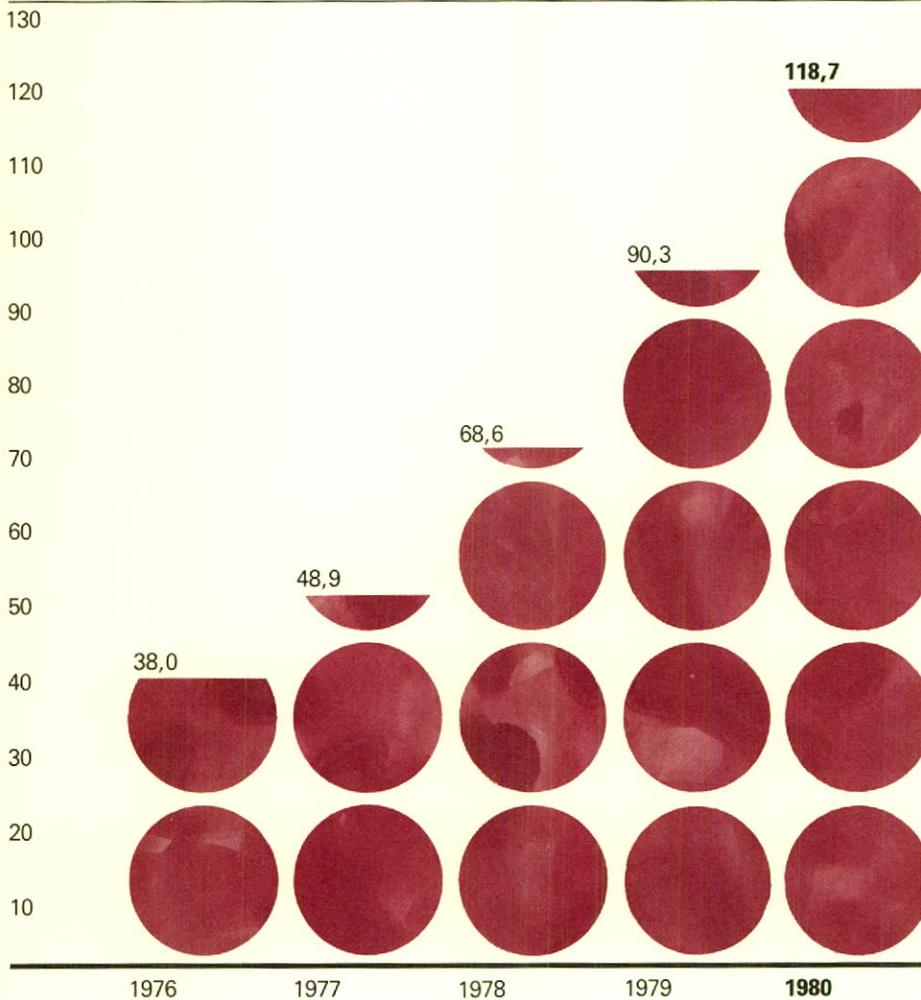
(en milliers de dossiers)



La mise en place, à la fin de l'année 1979, d'un nouveau système informatique pour faciliter l'administration des dossiers nous a permis d'enregistrer une amélioration sensible de la productivité de nos employés tout en améliorant la qualité de nos services. Ainsi, nous avons pu introduire le remboursement au comptoir pour les régimes enregistrés d'épargne-logement, ce qui permet aux caisses populaires de mieux répondre aux besoins de leurs membres.

Services financiers aux individus

Régimes enregistrés d'épargne-retraite de la Fiducie du Québec (en millions \$)



La Fiducie du Québec a poursuivi en 1980 ses efforts de promotion d'une gamme complète de modes d'épargne de qualité. Suite à l'adoption d'une nouvelle stratégie publicitaire, il y a maintenant trois ans, la Fiducie du Québec est de plus en plus perçue dans le public comme offrant un choix de modes d'épargne spécialisés et novateurs. Aussi, un pourcentage de plus en plus grand de nos entrées de fonds proviennent-elles de l'extérieur du réseau des caisses populaires alors qu'il y a cinq ans, la majorité des entrées de fonds de l'entreprise provenaient de ce réseau.

La compagnie met l'accent sur la promotion de ses modes d'épargne complémentaires à ceux des caisses populaires et d'économie, notamment les rentes à versements invariables, les régimes de participation différée aux bénéficiaires et les régimes enregistrés d'épargne-retraite Gestion autonome et Fonds Desjardins. Pour ce qui est de ses autres produits d'épargne, les dépôts garantis entre autres, la Fiducie du Québec vise essentiellement la clientèle qui transige habituellement avec les sociétés de fiducie.

Les modifications apportées à la promotion de nos modes d'épargne nous ont permis d'afficher des taux de croissance de plus de 30% annuellement au cours des trois dernières années au plan du volume total des fonds de nos divers régimes enregistrés d'épargne-retraite. Au cours de la dernière année, le volume des fonds accumulés dans chacun des régimes enregistrés d'épargne-retraite Dépôts garantis et Gestion autonome a augmenté de l'ordre de 50%.

À la fin de l'année, nous avons procédé au regroupement des régimes enregistrés d'épargne-retraite des différents Fonds Desjardins dans un nouveau régime, le régime enregistré d'épargne-retraite Fonds Desjardins, qui a l'avantage d'offrir une très grande flexibilité aux participants qui peuvent faire varier la répartition de leurs actifs entre les sections Hypothèques, Actions,

Courtage immobilier

Obligations et Épargne garantie de manière à tenir compte de l'évolution de la situation économique. Pour aider les participants à prendre une décision plus éclairée au sujet de leurs placements, la Fiducie du Québec publie trimestriellement le bulletin *Informations financières* qui suggère une ventilation des actifs entre les différentes sections disponibles.

D'autre part, les résultats obtenus au cours de sa première année complète d'opération par notre succursale Modes d'épargne de Laval nous ont incités à procéder à l'ouverture d'une quatrième succursale Modes d'épargne à Sherbrooke. L'ouverture de cette succursale permet principalement à l'entreprise de se rapprocher d'une partie importante de sa clientèle et d'établir un centre régional de modes d'épargne spécialisés dont pourront bénéficier tous les épargnants de la région. De plus, à la fin de l'année, nous avons planifié l'ouverture d'une cinquième succursale Modes d'épargne pour le mois de février 1981, à Chicoutimi.

La formule de succursales Modes d'épargne que nous avons mise de l'avant il y a maintenant quelques années semble répondre aux besoins de l'épargnant. Nos succursales Modes d'épargne se distinguent surtout des comptoirs bancaires classiques par l'aménagement physique des locaux et la formation du personnel. Ces succursales n'ont aucun comptoir mais des bureaux séparés où chaque client est reçu par un préposé spécialisé dans les questions d'épargne. Le client étudie les différents programmes disponibles avec ce conseiller, qui peut obtenir des renseignements immédiatement au moyen d'écrans cathodiques reliés à l'ordinateur du siège social.

Parallèlement au développement de son réseau de succursales, la Fiducie du Québec a continué de mettre à jour ses guides et ses brochures qui constituent des instruments d'information clairs et précis. Offerte gratuitement, cette documentation permet à l'épargnant de bien comprendre les caractéristiques particulières à chacun des modes d'épargne offerts.

Le volume des ventes est passé de \$158 millions en 1979 à \$140 millions en 1980, ce qui représente une baisse de 11%. Les commissions brutes, avant le paiement de la rémunération des représentants, se sont élevées, en 1980, à \$6.9 millions, soit une diminution de \$1 million, ou 13%, par rapport à l'année précédente. Néanmoins, le nombre de représentants immobiliers est demeuré relativement stable au cours de l'année 1980. Ces résultats s'expliquent essentiellement par un marché immobilier particulièrement difficile étant donné le niveau élevé des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires tout au cours de l'année.

À la fin de l'année, la Fiducie du Québec a décidé de réorienter son action dans le marché du courtage immobilier. À cet effet, une entente a été conclue aux fins de regrouper en une nouvelle entreprise, dont la Fiducie du Québec devenait actionnaire minoritaire, les services de courtage immobilier du Trust Général, de la maison Armand Des Rosiers et de la Fiducie du Québec. L'entreprise nouvellement formée, la Société de courtage immobilier du Trust Général Inc., a débuté ses opérations le 1^{er} janvier 1981.

États financiers consolidés

au 31 décembre 1980

Rapport de la direction

Le conseil d'administration est responsable des états financiers destinés aux actionnaires. Il délègue à la direction la responsabilité de les préparer et au comité de vérification, celle de les réviser.

La direction maintient un système de contrôle interne afin de présenter des états financiers fiables. Le service de vérification interne veille de façon suivie au bon fonctionnement du système.

Les états financiers sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus, lesquels exigent, à certains égards, des estimations et des jugements de la direction.

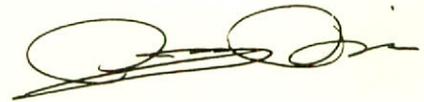
Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés, comptables agréés, ont été nommés vérificateurs externes de la Fiducie du Québec pour l'exercice. Leur rapport présenté à la page 18 exprime une opinion sur les états financiers pris dans leur ensemble et leur conformité aux principes comptables généralement reconnus.

Le comité de vérification et les vérificateurs externes se réunissent avec ou sans la direction afin de discuter de questions touchant la vérification et les états financiers. Les membres du comité ne sont liés à la Fiducie du Québec qu'à titre d'administrateurs.

Sur recommandation du comité de vérification, le conseil d'administration a approuvé les états financiers de la compagnie.



A. Hervé Hébert
Président



Raymond A. Reid
Vice-président exécutif

Montréal, le 16 février 1981.

État consolidé des résultats

pour l'exercice terminé le 31 décembre 1980

		1980	1979
Revenus	Revenus de placements	\$ 58,829,000	\$ 41,692,000
	Commissions de courtage immobilier	6,907,000	7,901,000
	Honoraires	7,047,000	5,746,000
	Total des revenus	72,783,000	55,339,000
Dépenses	Intérêts versés	51,644,000	36,116,000
	Commissions aux représentants immobiliers	4,875,000	5,540,000
	Salaires et avantages sociaux	8,271,000	6,929,000
	Autres dépenses	6,586,000	5,629,000
	Amortissements	379,000	308,000
	Total des dépenses	71,755,000	54,522,000
Bénéfice avant impôts sur le revenu reportés		1,028,000	817,000
Impôts sur le revenu reportés		505,000	417,000
Bénéfice d'exploitation		523,000	400,000
Perte (profit) sur la réalisation de placements moins la récupération des impôts sur le revenu reportés y afférents (note 5)		(2,000)	141,000
Bénéfice net		\$ 525,000	\$ 259,000
Bénéfice par action	Bénéfice d'exploitation	\$ 3.43	\$ 2.66
	Bénéfice net	3.44	1.73

État consolidé des bénéfices non répartis

pour l'exercice terminé le 31 décembre 1980

		1980	1979
Bénéfices non répartis	Solde au début	\$2,162,000	\$1,903,000
	Bénéfice net	525,000	259,000
	Solde à la fin	\$2,687,000	\$2,162,000

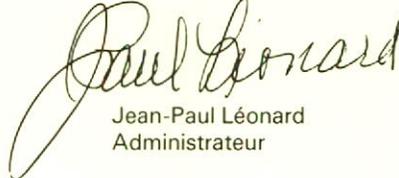
Bilan consolidé

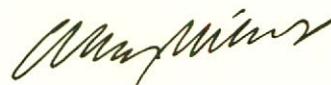
au 31 décembre 1980

Actif

		1980	1979
Placements	Encaisse et dépôts à court terme	\$ 6,775,000	\$ 15,239,000
	Titres (note 2):		
	Obligations	95,864,000	79,297,000
	Actions	433,000	435,000
	Total des titres	96,297,000	79,732,000
	Prêts et dépôts:		
	Prêts hypothécaires	414,529,000	324,164,000
	Prêts sur nantissements	—	4,500,000
	Prêts sur billets et dépôts à terme	28,346,000	41,929,000
	Total des prêts et dépôts	442,875,000	370,593,000
	Intérêts courus	8,819,000	6,963,000
	Total des placements	554,766,000	472,527,000
Autres éléments d'actif	Comptes-clients	3,857,000	2,938,000
	Immobilisations	2,428,000	2,161,000
	Excédent du coût de l'investissement sur la valeur comptable des actions de sa filiale à la date d'acquisition	1,185,000	1,251,000
	Souscription à recevoir (note 4)	322,000	—
	Autres	146,000	140,000
	Total des autres éléments d'actif	7,938,000	6,490,000
Total de l'actif		\$562,704,000	\$479,017,000

Pour le conseil,


Jean-Paul Léonard
Administrateur



A. Hervé Hébert
Administrateur

Passif

		1980	1979
Dépôts en fidéicommiss garantis (note 3)	Mouvement des Caisses populaires et d'économie Desjardins	\$ 26,264,000	\$ 27,888,000
	Autres déposants	488,730,000	409,628,000
	Intérêts courus et autres	19,347,000	14,965,000
	Total des dépôts en fidéicommiss garantis	534,341,000	452,481,000
Autres éléments de passif	Solde du prix d'achat des actions de la filiale, sans intérêt, remboursable par divers versements annuels échéant le 1 ^{er} mai 1991	886,000	906,000
	Comptes-fournisseurs et autres	2,115,000	1,717,000
	Billets en sous-ordre, consentis par des actionnaires, 10 ¹ / ₂ %, échéant le 2 juillet 1981	6,300,000	6,300,000
	Total des autres éléments de passif	9,301,000	8,923,000
Impôts sur le revenu reportés		891,000	451,000
Total du passif		\$544,533,000	\$461,855,000

Avoir des actionnaires

Capital-actions	Autorisé:		
	250,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune		
	Émis:		
	150,000 actions entièrement libérées	\$ 15,000,000	\$ 15,000,000
	4,233 actions non entièrement libérées (note 4)	423,000	—
	Total du capital-actions	15,423,000	15,000,000
Surplus d'apport (note 4)		61,000	—
Bénéfices non répartis		2,687,000	2,162,000
Total de l'avoir des actionnaires		18,171,000	17,162,000
Total du passif et de l'avoir des actionnaires		\$562,704,000	\$479,017,000

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé de l'évolution de la situation financière

pour l'exercice terminé le 31 décembre 1980

		1980	1979
Provenance des fonds	Bénéfice net	\$ 525,000	\$ 259,000
	Éléments qui ne constituent pas une utilisation des fonds:		
	Amortissements	379,000	308,000
	Impôts sur le revenu reportés	440,000	250,000
	Fonds provenant de l'exploitation	1,344,000	817,000
	Augmentation des dépôts en fidéicommiss garantis	81,860,000	119,603,000
	Augmentation (diminution) des autres éléments de passif	378,000	(328,000)
	Produit de l'émission d'actions ordinaires	484,000	
		\$ 84,066,000	\$ 120,092,000
	Utilisation des fonds	Augmentation (diminution) des fonds représentés par les placements suivants:	
Encaisse et dépôts à court terme		\$ (8,464,000)	\$ 1,158,000
Obligations		16,567,000	27,297,000
Actions		(2,000)	(398,000)
Prêts hypothécaires		90,365,000	74,296,000
Prêts sur nantissements		(4,500,000)	2,300,000
Prêts sur billets		(13,583,000)	12,355,000
Intérêts courus		1,856,000	2,494,000
		82,239,000	119,502,000
Augmentation des autres éléments d'actif		1,827,000	590,000
	\$ 84,066,000	\$ 120,092,000	

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires, Fiducie du Québec

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Fiducie du Québec au 31 décembre 1980, ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date, et nous avons obtenu tous les renseignements et explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, à la lumière des renseignements et des explications fournis et tel qu'il appert aux livres de la compagnie, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la compagnie au 31 décembre 1980, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés
Comptables agréés

Montréal, le 2 février 1981.

Notes aux états financiers consolidés

pour l'exercice terminé le 31 décembre 1980

1. Conventions comptables

Principes de consolidation:
Les états financiers consolidés incluent les comptes de la compagnie et de sa filiale en propriété exclusive, Les Placements Collectifs Inc.

Placements:
Les obligations sont inscrites à leur coût amorti et les actions, les prêts et les dépôts au coût.

Immobilisations:
Les immobilisations sont présentées à leur coût d'origine moins l'amortissement accumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux de 20% pour le mobilier et l'équipement et selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des baux pour les améliorations locatives.

Excédent du coût de l'investissement:
L'excédent du coût de l'investissement sur la valeur comptable des actions de sa filiale à la date d'acquisition est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur

une période de 25 ans depuis 1974. Cet amortissement représente un montant de \$66,000 par année.

Impôts sur le revenu reportés:
La compagnie pourvoit aux impôts sur le revenu selon la méthode du report d'impôts. Les impôts sur le revenu reportés résultent principalement du fait que la compagnie réclame pour fins d'impôts des réserves et des allocations du coût en capital supérieures aux dépenses inscrites aux livres.

Bénéfice par action:
Le bénéfice par action a été calculé sur la moyenne pondérée des actions émises durant l'exercice.

Biens administrés ou détenus:
Les biens administrés et les biens détenus pour les comptes en fidéicommiss ne figurent pas au bilan consolidé mais sont tenus séparément des fonds de la compagnie et sont inscrits aux livres de façon à indiquer les comptes auxquels ils appartiennent.

2. Titres	1980		1979	
	Valeur comptable	Valeur du marché	Valeur comptable	Valeur du marché
Obligations:				
Gouvernements	\$48,367,000	\$41,683,000	\$42,499,000	\$36,604,000
Municipalités et commissions scolaires	37,318,000	34,563,000	28,654,000	26,363,000
Autres corporations	10,179,000	9,174,000	8,144,000	7,189,000
	95,864,000	85,420,000	79,297,000	70,156,000
Actions	433,000	397,000	435,000	387,000
	\$96,297,000	\$85,817,000	\$79,732,000	\$70,543,000

Les principes comptables exigent que la valeur du marché des titres soit divulguée aux états financiers et le passif correspondant inscrit à sa valeur d'origine. Si le passif était évalué à la valeur du marché, un écart

favorable en résulterait; cet écart atténuerait partiellement celui existant entre la valeur du marché et la valeur comptable des titres.

3. Dépôts en fidéicommiss garantis	1980		1979	
Les actifs détenus pour les comptes en fidéicommiss garantis se détaillent comme suit:	Encaisse et dépôts à court terme	\$ 6,050,000	\$ 13,491,000	
	Obligations	88,814,000	72,819,000	
	Actions	28,000	28,000	
	Prêts hypothécaires	408,868,000	319,588,000	
	Prêts sur nantissements		4,500,000	
	Prêts sur billets	21,766,000	35,329,000	
	Intérêts courus	8,815,000	6,726,000	
		\$534,341,000	\$452,481,000	
Les échéances de ces dépôts sont comme suit:	Moins d'un an	35%	30%	
	D'un an à cinq ans	58%	66%	
	Cinq ans et plus	7%	4%	

4. Capital-actions émis au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice, la compagnie a émis 4,233 actions pour une considération de \$484,000 dont un montant de \$162,000 a été payé comptant et le solde payable en deux versements égaux de \$161,000 les 1^{er} juin 1981 et 1982. La différence entre la valeur nominale des actions et le prix payé lors de l'émission a généré un surplus d'apport de \$61,000.

La Fiducie du Québec a décidé de solliciter ses actionnaires afin qu'ils acceptent et adhèrent à un programme de

souscription de \$10,000,000 de capital-actions en date du 2 juillet 1981 à être versés à raison de \$2,000,000 par année pendant cinq ans, et de \$12,750,000 de prêts en sous-ordre dont \$8,750,000 en 1981 et \$1,000,000 par année pendant les quatre années suivantes, venant à échéance sept ans à compter de leur émission. Le produit de l'émission de prêts en sous-ordre servira entre autres à rembourser les billets actuels échéant en juillet 1981 et totalisant \$6,300,000.

	1980	1979
5. Perte (profit) sur la réalisation de placements		
La perte (profit) sur la réalisation de placements se détaille comme suit:		
Augmentation nette de la provision pour pertes éventuelles sur les prêts hypothécaires	\$ 158,000	\$391,000
Profit sur la réalisation d'actions et d'obligations	121,000	100,000
Perte avant impôts sur le revenu	37,000	291,000
Récupération des impôts sur le revenu reportés y afférents	39,000	150,000
Perte (profit)	\$ (2,000)	\$141,000

La disparité entre la récupération des impôts sur le revenu reportés et la perte sur réalisation de placements provient du fait

qu'une partie du profit sur la réalisation d'actions et d'obligations est exemptée d'impôts sur le revenu.

6. Engagements

Les engagements en vertu de baux à long terme sont de \$24,040,000 jusqu'à leurs échéances et de \$6,209,000 pour les cinq prochains exercices.

Les engagements pour prêts hypothécaires non déboursés sont de \$31,573,000.

7. Régime de rentes

La compagnie a adhéré au Régime de rentes du M.C.P.E.D. à compter du 1^{er} janvier 1979. L'évaluation actuarielle, telle que fournie par le gestionnaire administratif du régime, montrait un surplus au 1^{er} janvier

1979 dont un montant de \$103,000 (\$287,000 en 1979) a été utilisé au cours de l'exercice pour réduire la dépense d'avantages sociaux.

8. Opérations conclues avec des apparentés

La Fiducie du Québec est une institution du Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins et, dans le cours normal de ses opérations, elle effectue des transactions avec les membres du M.C.P.E.D. et d'autres organisations apparentées selon des normes commerciales et régulières.

Des placements d'environ \$10,000,000 et des dépôts garantis de \$26,264,000 présentés au bilan au 31 décembre 1980 font

partie de ces transactions.

D'autres transactions de même nature ont engendré des revenus et dépenses tels des intérêts gagnés sur des placements, des honoraires de gestion et de garde de valeurs, des intérêts versés sur des dépôts garantis et des billets en sous-ordre, des loyers, des dépenses d'informatique et des primes d'assurance-vie perçues et remises relativement aux prêts hypothécaires.

9. Événement subséquent

En date du 1^{er} janvier 1981, la compagnie s'est départie de son service de courtage immobilier en s'associant, à titre d'action-

naire minoritaire, avec une nouvelle compagnie, la Société de courtage immobilier du Trust Général Inc.

Échéancier des placements Fonds garanti

au 31 décembre 1980

(en milliers \$)	TOTAL	1981	1982	1983	1984	1985	1986 et plus
Encaisse et dépôts à court terme	6,050	6,050	—	—	—	—	—
Obligations:							
Gouvernements fédéral et provincial	12,680	1,068	472	1,265	2,776	349	6,750
Municipalités et commissions scolaires	36,066	3,284	6,726	6,529	2,811	4,927	11,789
Corporations	40,067	1,531	7,300	3,878	749	13,741	12,868
Actions	29	—	—	—	—	—	29
Prêts hypothécaires	408,868	117,053	83,049	78,815	88,443	38,406	3,102
Prêts sur billets	21,766	20,916	850	—	—	—	—
Intérêts courus	8,263	8,263	—	—	—	—	—
Autres actifs	552	552	—	—	—	—	—
TOTAL	534,341	158,717	98,397	90,487	94,779	57,423	34,538

L'échéancier des prêts hypothécaires tient compte de l'amortissement normal de nos prêts. Il tient également compte des remboursements avant terme que nous anticipons conformément à l'expérience vécue dans le passé. À noter aussi que les prêts hypothécaires agricoles 5 ans dont les taux d'intérêt changent aux six mois sont considérés comme échéant en 1981.

Échéancier des dépôts Fonds garanti

au 31 décembre 1980

(en milliers \$)	TOTAL	1981	1982	1983	1984	1985	1986 et plus
Dépôts à demande	23,232	23,232	—	—	—	—	—
Dépôts à terme	491,761	163,799	97,942	86,164	72,520	47,971	23,365
Intérêts courus et autres	19,348	19,348	—	—	—	—	—
TOTAL	534,341	206,379	97,942	86,164	72,520	47,971	23,365

L'échéancier des dépôts à terme tient compte de l'amortissement de capital des rentes à versements invariables.

Rétrospective des résultats des cinq dernières années

au 31 décembre

	(en millions \$)	1980	1979	1978	1977	1976
Revenus						
	Honoraires	7.1	5.7	5.3	5.1	4.0
	Commissions nettes de courtage immobilier	2.0	2.4	2.0	1.6	1.4
	Revenus nets de placements	7.2	5.6	4.0	3.5	2.5
	Total des revenus	16.3	13.7	11.3	10.2	7.9
Dépenses						
	Salaires et avantages sociaux	8.3	6.9	5.7	4.9	3.9
	Autres dépenses d'opération	7.0	6.0	4.9	4.3	3.0
	Total des dépenses	15.3	12.9	10.6	9.2	6.9
Bénéfice avant impôts sur le revenu		1.0	0.8	0.7	1.0	1.0
Perte (profit) sur réalisation de placements, impôts et autres		(0.5)	(0.5)	(0.3)	(0.3)	(0.3)
Bénéfice net de l'exercice		0.5	0.3	0.4	0.7	0.7

Croissance du volume des principaux secteurs d'activités

au 31 décembre

	(en millions \$)	1980	1979	1978	1977	1976
Hypothèques		515	411	325	311	267
Fonds Desjardins		83	79	74	63	58
Fonds garanti		534	452	332	338	298
Gestion de portefeuilles		297	229	206	176	159
Valeurs en garde		2,397	2,083	1,825	1,023	815
Ventes d'immeubles (courtage)		140	158	127	107	85
Fiduciaire d'émissions d'obligations		4,594	4,361	3,943	2,671	1,967

Services de la Fiducie du Québec

Services fiduciaires

Fiduciaire et registraire d'émissions d'obligations
Agent de transfert et registraire
Agent payeur de dividendes et d'intérêts sur obligations
Gestionnaire de fonds d'amortissement
Dépositaire et agent d'entiercement

Fiduciaire de régimes enregistrés d'épargne-retraite
Fiduciaire de régimes enregistrés d'épargne-logement
Fiduciaire de régimes de participation différée aux bénéfices

Exécuteur testamentaire et administrateur de successions

Services financiers et de placement

Dépôts à terme
Rentes à versements invariables
Régimes enregistrés d'épargne-retraite
Régimes enregistrés d'épargne-logement
Régimes de participation différée aux bénéfices
Régimes d'épargne collectifs
Fonds d'hypothèques
Fonds d'obligations
Fonds d'actions

Prêts hypothécaires
Investissements hypothécaires
Courtage hypothécaire

Gestion de portefeuilles
Gestion de caisses de retraite
Conseiller financier

Garde de valeurs

Bureaux de la Fiducie du Québec

Siège social

1, Complexe Desjardins
Suite 1422
C.P. 34, succursale Desjardins
Montréal H5B 1E4
(514) 281-8833

Succursales Modes d'épargne

Montréal

1, Complexe Desjardins
C.P. 34, succursale Desjardins
Montréal H5B 1E4
(514) 281-8840

Laval

Place Val des Arbres, Tour A
1600, boulevard Saint-Martin est
Laval H7G 4R8
(514) 668-5223

Québec

Complexe Centre-Ville
2600, boulevard Laurier
Sainte-Foy G1V 2L1
(418) 653-6811

Sherbrooke

Place Jacques-Cartier
1640, rue King ouest
Sherbrooke J1J 2C3
(819) 566-5667

Chicoutimi

1, Place du Royaume
Boulevard Talbot
Chicoutimi G7H 1S4
(418) 549-5746



La nouvelle succursale
Modes d'épargne de Sherbrooke.

Conception graphique de l'intérieur:
Jacques DesRosiers enrg.

Imprimé au Québec

Dépôt légal: 1^{er} trimestre 1981,
Bibliothèque nationale du Québec.

K001 (8103) 7,5M

**mouvement des caisses
populaires et d'économie
desjardins**

